

MILITANT COMMUNISTE



Numéro 7 - 1 €

SEPTEMBRE 2003

SOMMAIRE

EDITORIAL

Pour que le combat anticapitaliste gagne en force, en clarté et en perspectives la classe ouvrière doit en prendre la direction

SECURITE SOCIALE:

un système favorable au capital

A propos du projet de Loi BORLOO

CONTRIBUTIONS :

Leçons des luttes du printemps

SANTE : Combattre le capital sur des positions de classe

EN DEBAT : l'analyse de la La restauration du capitalisme en URSS par le P.C.B.tUS

IRAK : Appel des communistes irakiens

Ce bulletin est publié en direction des militants communistes. Notre but n'est pas de créer un énième groupe prétendant détenir la légitimité communiste. Il est de contribuer à l'unification des communistes en France à partir de leur idéologie commune le Marxisme Léninisme et de leur combat commun contre l'impérialisme, le capitalisme, le révisionnisme, le réformisme, le trotskisme et pour la révolution socialiste. Notre but est de contribuer à la construction d'un seul et véritable Parti Communiste.

Adresse électronique :
Militant@militcom.org

Site Internet :
www.militcom.org

POUR QUE LE COMBAT ANTICAPITALISTE GAGNE EN FORCE, EN CLARTE ET EN PERSPECTIVES

LA CLASSE OUVRIERE DOIT EN PRENDRE LA DIRECTION

L'heure est au bilan des luttes de ce printemps et à la définition des tâches qui attendent les communistes.

Les puissantes grèves et manifestations qui ont avec raison mobilisé les salariés du secteur public aux mois de mai et juin n'ont pas atteint leur but. Le projet de loi réactionnaire sur les retraites a été voté et désormais il est passé dans les faits. Pour le gouvernement et le MEDEF, au contraire, il s'agit d'une bataille financière et politique gagnée qui leur permet de mettre en place les autres contre réformes prévues, et en particulier celle de l'assurance maladie. **Au moment de la rentrée, ceux qui ont lutté se posent amèrement la question : pourquoi avons nous été battus ? Qu'est-ce qu'il a manqué pour vaincre ? Les directions des syndicats n'ont-elles pas de grosses responsabilités dans l'échec du mouvement ?**

Les communistes doivent apporter des réponses à ces interrogations et pour cela, il faut analyser clairement les causes de cette défaite et en tirer les leçons pour définir les tâches dans les luttes à venir contre les attaques annoncées du capital.

Le premier constat concerne l'ennemi de classe, le pouvoir politique chargé de la mise en œuvre de la stratégie dictée par le MEDEF et autres institutions européennes ou internationales. Contrairement à Juppé, en 1995, Raffarin n'a pas cédé en 2003. Le message est clair : Plus question de différer les décisions destinées à rehausser les taux de profit du capital. Ce qui reste des conquêtes sociales (ou des compromis sociaux) du XXème siècle doit être supprimé, détruit, comme étant du gaspillage de plus-value et donc de capital.

Paupériser au pas de charge le prolétariat et au delà la petite bourgeoisie salariée ou indépendante, telle est la politique tracée par la bourgeoisie pour la période. Elle renforce pour cela son dispositif répressif. Il faut rejeter toute illusion sur

la possibilité d'obtenir des pauses ou des compromis et se préparer à des affrontements de classes de plus en plus durs.

Le deuxième constat porte sur le mouvement lui-même. Malgré sa force apparente (par sa masse et sa durée), le mouvement de mai juin n'a pas pu créer le rapport de forces nécessaire pour faire reculer de manière significative le pouvoir. Sa composition est restée principalement limitée aux salariés de l'Etat et essentiellement aux enseignants. En terme de moyens de pression économiques et politiques, ils pouvaient difficilement, seuls (ou presque), faire le poids face à un Etat déterminé et disposant des médias pour retourner l'opinion contre eux.

La responsabilité des états-majors syndicaux est ici écrasante. En refusant d'appeler à la grève générale interprofessionnelle, ils ont refusé au mouvement les forces ouvrières qui lui auraient permis de peser d'avantage.

Nous touchons ici au troisième constat, dont la prise en compte et la compréhension sont déterminantes pour l'avenir : l'absence de mobilisation de la classe ouvrière.

Certes, des facteurs objectifs (chômage, précarité, menaces sur l'emploi, éclatement des grandes entreprises de production, conditions d'existence de plus en plus dures...) rendent le combat de classe des prolétaires plus difficile. Mais, plutôt que d'élaborer les réponses nécessaires à ces situations défavorables, le révisionnisme et le réformisme ont développé un travail de sape de leur combativité et de leur conscience de classe.

Embourbé dans l'électorisme réformiste, ayant renoncé au renversement du capitalisme, le PCF a mené la classe ouvrière à l'échec et au découragement en développant depuis des dizaines d'années l'illusion que des gouvernements de gauche pourraient réaliser ses aspirations. En lui emboitant le pas, la CGT a emmené les travailleurs dans des combats défensifs, dispersés et inefficaces qui ont développé le sentiment « qu'on ne peut rien faire »,

« Que c'est chacun pour soi dans sa boîte », bref, qui ont miné l'esprit de classe. Concrètement, quelles revendications offensives capables de mobiliser les ouvriers et les chômeurs la CGT a-t-elle mises en avant lors du mouvement de mai-juin ?

En fait, comme les autres réformistes le PCF et la CGT ne font plus, aujourd'hui, qu'accompagner la stratégie économique du capital en s'efforçant au mieux de la rendre socialement la moins inhumaine possible. Un capitalisme à visage moins inhumain, voilà désormais l'idéal de la « gauche » politique et syndicale !

Comment la classe ouvrière pourrait-elle se mobiliser et reconstruire son identité sur un tel « projet » ?

Que faire face à une telle situation ?

Les communistes et les éléments les plus combatifs et les plus conscients de la classe ouvrière sont placés devant la tâche incontournable de reconstruire les bases idéologiques, politiques et organisationnelles dans lesquelles le prolétariat pourra s'identifier comme classe révolutionnaire consciente de ses objectifs. Comment ? En faisant surgir des luttes immédiates, économiques ou politiques, partielles ou générales, les véritables revendications et aspirations des ouvriers, en les articulant en programme de combat contre le système capitaliste, et en faisant la démonstration que seule la révolution socialiste peut les réaliser et les développer définitivement. En même temps, les communistes apporteront aux ouvriers avancés les moyens de s'approprier le marxisme-léninisme comme science de la révolution.

C'est ainsi, et sans raccourci, que l'avant-garde de la classe ouvrière s'érigera en parti de toute la classe.

Pour résumer, la classe ouvrière doit reprendre les commandes de la lutte des classes, et c'est à cela que doivent travailler les communistes.

MC

Réflexion sur le financement de la sécu

Comme chacun sait, la sécu est financée à partir de deux sources : les cotisations payées par les salariés et celles versées par les patrons (l'Etat, pour les fonctionnaires), sur la base des salaires.

Mécaniquement, les recettes de la sécu varient donc proportionnellement à la masse salariale qui varie elle-même en fonction de l'emploi.

Dans les périodes d'activité économique en expansion, **C'EST-A-DIRE QUAND LES PATRONS ONT BESOIN DE FORCE DE TRAVAIL**, le niveau de l'emploi permet un financement relativement satisfaisant de la sécu et donc - répétons-le, c'est l'intérêt des patrons -, d'assurer la santé des travailleurs dans des conditions relativement satisfaisantes.

Au contraire, quand l'activité économique régresse, que l'emploi régresse et que le chômage augmente, **C'EST-A-DIRE QUAND LES PATRONS ONT BESOIN DE MOINS DE FORCE DE TRAVAIL**, les recettes de la sécu régressent aussi, car les cotisations salariales et patronales diminuent. Sans parler des exonérations dont bénéficient les patrons pour soi-disant favoriser l'emploi...

RESULTAT : la sécu étant « en danger », et comme il faut « la sauver »...comme pour les retraites, il faut diminuer les dépenses c'est à dire diminuer les remboursements, restructurer l'hôpital public, augmenter ses prix...bref, imposer une dégradation de la santé des travailleurs. Qu'importe pour les patrons ; car dans cette conjoncture, la santé des travailleurs les intéresse moins, le marché du travail regorgeant de main-d'œuvre ! Ceux qui trinquent, ce sont les travailleurs. Et eux-seuls.

Tout ce qui agit, d'ailleurs, dans le sens d'une diminution de la masse salariale

agit négativement sur les finances de la sécu. Les restructurations, les fusions d'entreprises, les technologies nouvelles, les délocalisations, bref tous les phénomènes liés au mécanisme de l'impérialisme capitaliste entraînent des conséquences désastreuses sur les politiques de santé impulsée par l'Etat bourgeois. Encore une fois, qu'importe pour le capital ! Il y a trop d'ouvriers ? Qu'ils crèvent ! C'est comme les personnes âgées mortes durant la canicule, victimes des économies imposées au système hospitalier et au système d'accompagnement des personnes âgées, aggravées du crime d'Etat de non assistance à personnes en danger.

Mais qu'ils prennent garde, ces charognards : si leur société n'est pas (ou plus) capable d'assurer la vie et la santé du peuple, alors de plus en plus d'ouvriers et d'exploités arriveront à la conclusion qu'il faut la foutre en l'air et en construire une autre capable de répondre à leurs besoins et à leurs droits fondamentaux.

Dans l'immédiat, les prolétaires les plus conscients doivent rejeter toutes les fausses « solutions » aux problèmes de la sécu qui seraient basées sur un partage de son financement entre le travail et le capital.

Dans le système capitaliste, où l'exploitation de la force de travail est la source unique du profit du capital, le financement de la sécu c'est au capital de l'assurer, et à lui seul.

Contribution de Marcel Bellonte

Alors que les journées de grèves de manifestations se succédaient, avec à leur traîne nombre de travailleurs déçus par la conduite de la riposte (bien qu'il ait mieux valu que chacun se pose la question de son contenu, si l'objectif avoué était d'entraîner le plus grand nombre dans la lutte, public, privé, chômeurs et précaires) ; *le gouvernement Raffarin se préparait à une offensive généralisée contre des millions d'exclus de la société*, cela à travers un projet de réforme des lois « contre l'exclusion » projet à l'instigation du ministre Borloo.

Ce projet de réforme présenté au sénat le 26 mai 2003 porte sur la décentralisation du revenu minimum *d'insertion* et sa transformation en revenu minimum *d'activité*.

Argumentant sur la légitimité d'agir contre de prétendus abus, le gouvernement recherchant la culpabilisation des populations concernées, tente d'établir le trouble pour obtenir la passivité et au passage essayer de faire oublier la décision d'auto-augmentations de leurs propres rétributions.

En réalité il s'agit là d'une attaque en règle contre une fraction de la classe ouvrière inorganisée et d'autres couches de la population venues les rejoindre dans la précarité. Ce qui conséquemment n'a pas été sans effets sur le contenu et les orientations de luttes des organisations qui prétendent à ce jour les représenter. Faisant ici plus qu'ailleurs, *que c'est la crise de confiance qui est avancée*.

Ce projet de loi n'a pas d'autre ambition que de livrer à la rapacité du capital tout un public de travailleurs fragilisés, pour une toute autre fin que la *prétendue nécessaire insertion de population sans repères*. En effet ce projet se propose de rendre obligatoire le retour à une activité étendue au secteur privé, comme condition pour continuer à percevoir l'ancienne allocation, pour les « bénéficiaires » de plus de 24 mois d'inscription.

Sorte de nouveau C.E.S en direction des entreprises privées, il va offrir à ces nouveaux négriers la possibilité de la mise en concurrence dans les entreprises des travailleurs de statuts totalement différents. L'objectif étant de faire baisser de façon significative les coûts de production et dégager de nouvelles marges, le tout assorti d'une cerise sur le gâteau, puisque des exonérations de charges sociales sont annoncées.

Dans l'arsenal de ces mesures il en est une, annoncée a grand renfort de publicité par le ministre lui même, qui permet de relever toute l'hypocrisie de la bourgeoisie habituée à se présenter comme seule garante des valeurs de la famille. Cette mesure est en net recul sur les pratiques d'étalements et de possibles effacements des dettes jusque lors exercées, en raison de la possible application aux familles en grandes difficultés financières du statut juridique des entreprises pour régler les cas de surendettement. Mesure qui devrait permettre la déclaration de mise en faillite des familles placées dans l'impossibilité de faire face à leurs créances.

Et cela avec passage forcé devant le tribunal d'instance (en audience publique pour y subir l'infamie) qui pourra lui prononcer la saisie de tous les biens. Notre sinistre Borloo vient d'inventer le concept d'inquisition sociale.

Aussi, en dehors de l'aspect ultra réactionnaire de tous ces dispositifs, nous devons y voir des intentions plus vastes de restructuration économique de ces zones défavorisées.

Il n'est pas innocent qu'en même temps que ces mesures, s'en profilent d'autres toutes en direction des quartiers et de leurs populations ouvrières.

Sécuritaires : plans locaux de sécurité ou sont associés tous les acteurs civils de la vie de ces cités, agissant comme d'un véritable encadrement « social » et policier des populations concernées.

Regroupement des services publics en un seul lieu, avec la présence permanente de la police et de la « justice expéditive de proximité »

Politique : Transfert de compétences au profit des conseils généraux, ce sont les départements qui auront à charges la gestion du R.M.A. Et qui mieux que ces élus (le plus souvent notables locaux) sont le plus au fait des besoins des entreprises ?

Economiques : Nouvelle politique du logement accompagnée de décisions taillées sur mesures, comme par exemple la remise en cause de l'obligation d'appel d'offre pour les marchés publics, ce que certains déjà annoncent comme la porte plus grande ouverte à la corruption. Relance de l'établissement

des zones franches dans les quartiers populaires périphériques accordant toutes sortes d'exonérations fiscales aux entreprises intéressées.

Après une rapide observation, il est aisé d'apercevoir que l'interpénétration de ces mesures : Contrats locaux de sécurité + restructuration mobilière des quartiers + revenu minimum d'activité étendue au secteur privé + relance des zones défiscalisées pour les entreprises, aboutit à la réalisation du cocktail nécessaire pour une exploitation encore plus éhontée des populations ouvrières toutes nationalités confondues de ces quartiers.

Cette nouvelle attaque en règle contre les couches populaires les plus appauvries de la société prouve avec un réalisme saisissant que nous en sommes arrivés à cette situation historique dépeinte par Marx et Engels ou ... « l'ouvrier moderne au contraire, loin de s'élever avec le progrès de

l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société... » « sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitable... »

Correspondant MC

CORRESPONDANCE : LECONS DES LUTTES DU PRINTEMPS

LA QUESTION DU PARTI ET DE SON PROGRAMME EST POSEE

En effet ici *comme* ailleurs, (actifs du secteur privé) force est de constater que les travailleurs privés d'emploi (hommes, femmes, jeunes ou moins jeunes) ont observé avec une certaine méfiance s'agiter autour d'eux tous ceux qui les appelaient à la mobilisation. S'aidant pour cela de catalogues tous prêts de revendications, dont la particularité est d'être de réalisme et de faisabilité, véritables marche-pieds de toutes les ambitions électoralistes de politiciens avertis, sociaux démocrates ou pseudo révolutionnaires.

Ici *plus* qu'ailleurs, va être jetée la responsabilité sur les raisons des échecs de prétendues mobilisations pour repousser les projets du gouvernement. Mobilisations qui, soit dit en passant pour la réforme des retraites, ont surtout servi à remettre en selle une gauche sortie moribonde des dernières confrontations électorales. La visite programmée du leader de la première centrale syndicale réformiste (la CGT) au congrès du parti de la fraction de gauche de la bourgeoisie (le PS), plus le choix des méthodes pour mener l'action (journée de 24 heures et manifestation du dimanche), faisait désigner cet objectif comme de première importance dans le dispositif de réactions des organisations syndicales.

Bouc émissaire d'une trahison programmée, il ne va pas manquer une seule organisation réformiste pour désigner l'ensemble des catégories sociales du secteur privé (actifs ou chômeurs) « reconnues souffrantes d'apathie généralisée » comme responsables des échecs des actions engagées.

Dans ces organisations, c'est « l'amnésie » qui semble régner ; on passe à la trappe des décennies de compromission (accompagnement des politiques d'austérité de la bourgeoisie de gauche au pouvoir et abandon de toutes références idéologiques de classe.) On feint de ne pas comprendre que dès l'instant où la social-démocratie au pouvoir se mit elle aussi à fabriquer de l'exclusion sans ripostes significatives, les illusions devaient obligatoirement tomber.

Cela avec d'autant plus de désespérance pour les travailleurs qui en étaient victimes, que ceux-ci se voyaient privés de leurs organisations et des moyens de lutter.

La place devenant libre pour toutes les représentations idéologiques de courants de pensées qui leur étaient étrangers. Il en est ainsi de la plupart des or-

ganisations de chômeurs, véritables agglomérats de l'ensemble des couches sociales concernées par ce fléau mais aussi terrain de manœuvre de la petite bourgeoisie militante « à gauche de la gauche » écologistes et autres fractions trotskistes.

A la disparition des lieux collectifs d'exploitation et de solidarité de classe, la fraction ouvrière (la plus nombreuse avec sa jeunesse) des travailleurs privés d'emplois doit ajouter sa perte d'identité d'appartenance organisationnelle.

Force aujourd'hui est de constater que l'absence de leur représentation politique et économique de classe se fait encore plus cruellement ressentir chez ces travailleurs, à plus forte raison que ceux-ci ne sont même plus reconnus comme appartenant au monde ouvrier.

Un constat s'impose, il y a urgence de recréer les liens qui unissent toutes les composantes de la classe ouvrière pour parvenir à son autonomie de pensée et d'action. Cela en tant que classe qui n'a pas d'autres alternatives que celle de rayer définitivement de la carte cette société d'exploitation et de misère. Objectif ne pouvant être atteint que par une lutte sans merci contre le réformisme et le révisionnisme véritables agents de l'ennemi dans les rangs ouvriers.

Les chances de succès des luttes de la classe ouvrière ne peuvent être garanties que par son unité et sa capacité à entraîner derrière elle, à partir du programme de son parti, d'autres couches de travailleurs de la société

Incidentement la question qui se pose à ce jour n'est plus de savoir, laquelle des organisations traditionnelles dites « ouvrière » devrait pouvoir conserver son label. **Mais plutôt comment et par quels moyens vont se reconstituer les noyaux ouvriers de lutte de classe, dans la perspective de la refondation d'une organisation de lutte véritablement en rupture avec la collaboration de classe.**

Il y a maintenant des décennies que la C.G.T de lutte de classe (celle du congrès d'Amiens qui avait inscrit à sa charte comme premier et inaliénable des objectifs l'abolition du patronat et du salariat) erre dans les labyrinthes du réformisme. Cela en compagnie de

ceux nombreux, qui avait prétendu aux possibilités de l'y en sortir, en ne faisant jamais que retarder par idéalisme l'inévitable, c'est-à-dire le moment où l'ensemble des militants ouvriers syndicalistes révolutionnaires devra se regrouper dans des commissions ouvrières. Endroits où seront débattus des moyens offensifs à mettre en œuvre contre les politiques anti-sociales des gestionnaires du système capitaliste de droite ou de gauche !

Mais cela ne peut être suffisant, la lutte des classes ne saurait être restreinte aux seules luttes économiques même chargées de revendications de réformes politiques. S'agissant là d'une articulation qui pendant des décennies a fait les beaux jours de l'idéologie réformiste au sein du mouvement ouvrier et dont le but était de laisser croire à un Etat au-dessus des classes ce qui devait conduire les travailleurs à diriger leur riposte soit vers le patronat soit vers les gouvernements bourgeois qui recevait la dénomination « d'amis ou d'ennemis » des couches populaires et qui étaient appelés à trancher en toute neutralité. Théorie qui a permis au fil des consultations électorales (tout en plaçant une auréole de démocratie à la dictature de la bourgeoisie) de faire envisager de possibles alternances politiques, devant placer à la tête de l'état des équipes qui seraient plus en « faveur du monde du travail contre le monde du capital », selon l'expression consacrée.

Si les communistes M.L ont pour devoir de conduire les travailleurs les plus éclairés sur la conduite à tenir pour que la classe ouvrière retrouve son autonomie de lutte, il n'en demeure pas moins que la question du parti, de son programme pour la prise du pouvoir et l'édification du Socialisme comme seule et unique garantie de la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme, la question du parti, donc, est posée et est d'une actualité brûlante.

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Un ouvrier communiste au chômage

**FAISONS UNE ANALYSE MARXISTE
ET AVANCONS DES REVENDICATIONS ET UNE PERSPECTIVE
REVOLUTIONNAIRES DE CLASSE**

Début septembre, le ministre de la « santé » Matteï, corresponsable de la mort de plus de 15000 personnes âgées au cours et après la canicule de cet été, vient d'annoncer officiellement aux chefs syndicaux de la CGT, de la CFDT et de FO ce qu'il appelle avec cynisme un « processus de modernisation de notre (sic) assurance maladie. » Soit dit en clair : diminuer les coûts de l'hôpital public (en augmentant les prix et en réduisant la qualité de l'accueil et des soins), augmenter les forfaits payés par les malades, réduire le nombre des médicaments remboursés, rembourser moins ceux qui le sont encore, augmenter les cotisations des salariés, diminuer celles des patrons (pour l'emploi, bien sûr !), le tout ficelé par une « loi de réforme » accompagnant la loi de financement de l'assurance maladie qui sera présentée à l'automne 2004 au parlement, qui, dans son style, ressemblera comme une sœur à celle des retraites, et qui visera, à terme, à privatiser l'assurance maladie en en faisant une branche des compagnies d'assurances. Si ce « processus de modernisation » parvenait à s'imposer, ne pourraient plus se faire soigner que ceux qui auraient les moyens de se constituer un capital santé, les autres étant réduits au SAMU social ou à la charité publique. Pessimisme mal intentionné ? Accusations infondées ? Pas si sûr ! car c'est déjà la règle dans certaines « démocraties modernes » bien connues, comme les USA et l'Angleterre, qui servent d'exemples à tous les autres pays capitalistes.

Pourquoi la bourgeoisie française, à l'instar de ces modèles, a-t-elle décidé de réduire les « dépenses de santé » et en conséquence d'abaisser en priorité le niveau sanitaire de la population travaillante ? S'agit-il d'une erreur politique ou d'une faute morale qu'il faudrait corriger, infléchir dans un sens moins injuste ou plus humain, comme ne manqueront pas de le proposer les réformistes en avançant « d'autres solutions », « d'autres financements », « d'autres solidarités » ?

Le marxisme permet d'avancer une autre approche, d'autres revendications et d'autres perspectives. Pour cette science du prolétariat qu'est le marxisme, en effet, c'est le mode de production, les intérêts de classe et les rapports sociaux qui en résultent qui déterminent la politique de la classe dominante dans

tous les domaines (et donc aussi de la santé) et non la justice ou l'injustice, la compétence ou l'incompétence de tel ou tel gouvernement.

Qu'enseigne le marxisme ?

Pour le capital, l'ouvrier n'a d'intérêt que parce qu'il possède une force de travail. Ses muscles n'ont d'utilité que comme force physique et son cerveau que comme force intellectuelle capable de mettre en œuvre un savoir professionnel. Le capitaliste s'approprie la force de travail de l'ouvrier en échange d'un salaire et il l'utilise dans le temps (7 heures par jour, par exemple) pour fabriquer des marchandises dont la vente lui réalisera un profit. Bien entendu, le salaire payé à l'ouvrier est inférieur à la valeur des marchandises qu'il a fabriquées, et la différence entre les deux, c'est la plus-value empochée par le capitaliste. Avec son salaire l'ouvrier va reconstituer les forces usées durant sa journée de travail, celle de sa femme, qui même si elle n'est pas elle-même ouvrière, contribue par son travail domestique à la reconstitution des forces de son homme, et à la constitution de celles de ses enfants destinés à le remplacer lorsque, vieux et usé, il n'aura plus le rendement exigé par le capitaliste. La santé de l'ouvrier n'intéresse donc le capitaliste que dans la mesure où elle est une force productive nécessaire à la formation et à l'extorsion de la plus-value qui accroîtra son capital.

On comprend aisément que dans les périodes où le capital a besoin d'une main d'œuvre abondante et en « pleine forme physique et intellectuelle », la santé des travailleurs est l'une de ses préoccupations. En revanche, quand les mécanismes du profit jettent à la rue des millions d'ouvriers devenus « inutiles » du point de vue du capital, l'entretien de leur force de travail (donc de leur santé) devient elle aussi inutile.

Dans le domaine de la santé, seules ne sont alors dignes d'intérêt que les activités qui peuvent être source de profit, comme la chirurgie (qui nécessite des machines et des instruments qui rapportent beaucoup aux capitalistes qui les fabriquent), l'hospitalisation en clinique privée, l'industrie pharmaceutique, activités dont ne pourront bientôt bénéficier que les catégories solvables de la société, c'est à dire les riches.

Pour l'ouvrier, au contraire, sa santé et celle de sa famille est un droit naturel « qui n'a pas de prix », mais c'est aussi une nécessité économique qui lui permet de reconstituer et de vendre sa force de travail au meilleur prix afin d'assurer au minimum ses moyens d'existence.

Dans la meilleure des conjonctures, il y a donc un intérêt commun, entre l'ouvrier et son patron, pour que l'ouvrier soit en bonne santé. La question, c'est : qui va payer pour réparer la santé de l'ouvrier lorsque celui-ci tombe malade. Cette question donna lieu à une lutte de classes très dure au début des années 30 du siècle passé.

Le développement du capitalisme industriel et le besoin de main d'œuvre amena la bourgeoisie française à mettre en place, en 1931, un système d'assurance maladie dans certaines branches d'industrie. A juste titre, la CGTU qui considérait que la maladie était une conséquence de la fatigue liée à l'exploitation et que les patrons étaient les premiers intéressés par la santé des ouvriers, exigea que les patrons prennent totalement à leur charge les cotisations d'assurance maladie. Ainsi, les ouvriers se dressèrent contre la volonté du patronat de les faire cotiser, ce qu'ils considéraient comme une amputation de leur salaire.

Cette lutte de classes fut à l'origine d'une page glorieuse du prolétariat textile de Roubaix : Les barricades de la rue des Longues Haies, dont Maxence Van Der Mersch fit un roman déformant la réalité historique, et dont Léon Morand, le père de l'auteur de cet article, fut l'un des acteurs avec ses camarades communistes ouvriers du textile habitant ce quartier de Roubaix, en particulier les trois frères Amand, Henri, Jules et Edmond.

La trahison des réformistes de l'époque de la CGT, aboutit à un compromis : patrons et ouvriers cotiseraient paritairement pour financer l'assurance maladie. Après la Libération, le système fut généralisé à l'ensemble des salariés, sur la même base.

Voici ce que disait Maurice Thorez, à ce propos, alors qu'il était encore communiste, à la conférence nationale du PCF, du 28 février au 1^{er} mars 1931 : « Le troisième point du programme, c'est l'obtention des assurances sociales **aux frais de la bourgeoisie**. Il est nécessaire de dire de nouveau, dans cette conférence que nous sommes partisans des assurances sociales. Il y a trop d'ennemis qui tendent à nous présenter comme opposés aux assurances sociales et il est aussi trop de camarades qui considèrent comme négligeable la lutte pour les assurances sociales. Nous

sommes pour les assurances sociales aux blessés, aux malades, aux vieux, aux chômeurs, **sur la base d'indemnités égales au salaire intégral et sans versement ouvrier.** »

A partir de ces éléments d'analyse et de ces positions communistes, on voit mal comment, alors que les mécanismes du capitalisme (restructurations, délocalisations) engendrent un chômage massif, les dirigeants de la bourgeoisie pourraient mettre en œuvre une autre politique que celle de casser encore plus le système de santé déjà bien délabré depuis 30 ans de gouvernements successifs de droite comme de gauche.

Par là-même, on voit mal comment, en acceptant ces mécanismes, c'est-à-dire en restant dans le cadre du système capitaliste, les travailleurs auraient une chance d'infléchir les plans de la bourgeoisie et d'imposer une politique de la santé qui réponde à leurs besoins.

Au contraire, on peut comprendre que seul le socialisme peut les satisfaire. Car sous le socialisme, l'élargissement toujours plus grand de l'économie au service des travailleurs nécessite logiquement que tous les hommes et toutes les femmes travaillent **et donc soient en bonne santé**. Cuba est de ce point de vue une référence : Bien que les efforts pour avancer vers le socialisme soient pour des raisons objectives stoppés et même s'il y a régression, le système de santé y est encore exemplaire et meilleur que dans les pays capitalistes développés. **Sous le socialisme, en effet, comme le disait STALINE, l'homme est le capital le plus précieux.**

En attendant, les travailleurs doivent se battre contre toutes les « modernisations » qui vont dégrader encore plus la situation actuelle de la santé dans ce pays. Et ils doivent mettre en avant leurs revendications offensives de classe : une médecine gratuite financée totalement par les revenus du capital, une médecine préventive et curative de proximité, l'ouverture de dispensaires dans les quartiers et de petits hôpitaux dans les villes moyennes, en particulier dans les régions rurales, la formation et l'embauche de personnels médicaux et d'entretien dans ces structures (médecins, chirurgiens, infirmier(es), personnels de service...)

Les communistes feront du combat pour la santé un combat révolutionnaire de classe avec pour perspective la révolution socialiste !

Contribution du camarade Bruno Morand

EN DEBAT : L'analyse de restauration du capitalisme en URSS

Pour éloigner les travailleurs de la nécessité de détruire le système capitaliste, les idéologues bourgeois et les médias à leur dévotion propagent l'idée qu'il n'y a pas d'autre société possible que le capitalisme, la "preuve étant que le socialisme s'est effondré là où il semblait le plus solidement installé, en URSS". Pour les communistes, la vérité est autre. Ce ne sont pas les lois économiques et les mécanismes du socialisme qui ont conduit à sa destruction. Au contraire, c'est parce que ces lois et ces mécanismes ont été contredits, enrayés, entravés et enterrés après la disparition de STALINE, et que des théories et des pratiques capitalistes étrangères au socialisme ont été introduites par des traîtres (Khrouchtchev et ses successeurs) qui s'étaient faufiletés à la direction du Parti Communiste et de l'Etat soviétique.

Convaincre les ouvriers avancés de cette vérité est un axe essentiel pour que le prolétariat se réorganise pour sa mission libératrice historique: détruire le système capitaliste et construire le socialisme et le communisme. Cette tâche concerne au premier chef les communistes soviétiques qui ont été et qui sont les premières victimes de la contre-révolution. Mais elle est aussi celle des communistes de tous les pays. L'article que nous reprenons ici est de ce point de vue du plus grand intérêt par les arguments historiques concrets qu'il apporte. Il a été traduit du russe et publié par les "NOUVELLES D'URSS" n°48, septembre 2003.

DIALOGUE POLITIQUE DANS UN JOURNAL DE GAUCHE



Article du journal biélorusse
«Vpéryod», n°4 (108), avril 2003-09-12

La Rédaction du journal «Tovarichtcho», organe du Parti biélorusse des communistes (P.B.d.C.), a commencé à insérer dans les pages de ce journal des articles à caractère théorique, ce qui est un facteur positif et mérite l'attention des partisans des partis de gauche et des sociétés civiles de notre république. Il n'aurait pas été mauvais que la Rédaction du «Tovarichtch» insère des articles non seulement des dirigeants et militants du P.B.d.C., mais également des communistes du P.C.B.tUS, de membres du Parti communiste de Biélorussie (P.C.B.). Les discussions qui s'instaureraient permettraient de confronter les positions et les objectifs programmatiques des partis de gauche, de donner une appréciation scientifique des événements qui se produisent et des voies du développement ultérieur du mouvement communiste.

Je voudrais exprimer mon opinion sur un document publié dans l'édition spéciale «Dialog», n° 4 du 9 janvier 2003, dans lequel sont exposées les réflexions de Serguéï Kalyakine, Premier secrétaire du C.C. du P.B.d.C., en relation avec le 80e anniversaire de la formation de l'U.R.S.S. A mon point de vue, les événements liés à la formation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont, dans leur ensemble, expliqués à partir de positions proches de la vérité historique. Le journal «Vpéryod» en a parlé dans son numéro de février 2003.

Il convient de s'arrêter sur les périodes qui ont suivi de l'histoire soviétique dont une analyse est proposée dans l'article de Kalyakine.

L'auteur divise toute la période de l'existence de l'Etat soviétique en trois étapes: une première étape qui va de 1922 à 1936, une deuxième étape qui va de 1937 à 1960 et la troisième et dernière étape qui commence, comme il l'affirme, à partir de 1961. Je considère que les étapes qu'il cite ne reflètent pas tout à fait la véritable situation telle qu'elle a existé dans le pays au cours de son développement. Si l'on peut être d'une certaine manière d'accord avec la première étape, il ne peut en être de même avec la deuxième et la troisième. Après la mort de I. V. Staline (5 mars 1953) et l'intervention de N. S. Khrouchtchov au XX^e Congrès du P.C.U.S. avec son rapport «du culte de la personnalité de I. V. Staline», la société soviétique est tombée en panne et a perdu le rythme de développement qui était le sien tout au long des années précédentes. Après avoir condamné I. V. Staline, Khrouchtchov et ses partisans ont, en fait, désavoué tout notre passé héroïque qui, selon les paroles de S. Kalyakine, a permis de réaliser en U.R.S.S., en des délais records, l'industrialisation du pays, la collectivisation de l'agriculture et la révolution culturelle, ce qui a permis de remporter la victoire dans la Grande Guerre patriotique.

Du temps de Staline, les rapports de production et le système socialiste de l'économie

ont permis le développement impétueux des forces productives: Par contre les rapports de production qui ont été mis en place sous Khrouchtchov et les autres secrétaires généraux qui lui ont succédé ont mis en marche le mouvement de freinage du développement des forces productives. Conformément à la loi du 10 mai 1957, le système sectoriel de gestion de l'économie a été remplacé par un système territorial, en application de quoi les ministères ont été remplacés par des sovnarkhozes¹.

La dissociation de la direction de l'économie a entraîné à sa suite la dissociation des organes du pouvoir. Deux types de Soviets des députés des travailleurs ont été créés en 1962: des Soviets industriels et des Soviets ruraux. Cette dissociation a détruit l'unité du système soviétique (et en particulier l'unité de la classe ouvrière et de la paysannerie kolkhòzienne; - N.d.T.). Dans le même temps, les organes du parti ont, eux aussi, été dissociés et les comités oblastaux ont été reformés en comités de ville et comités de village. Tout cela a largement contribué à faire baisser le niveau de production. Mais ce n'est pas tout: la liquidation des ministères sectoriels a privé le système soviétique d'un très important avantage, celui pour l'État de pouvoir concentrer tous les moyens nécessaires au développement de la

science et de la technique, de pouvoir mener une politique technologique unique, de pouvoir introduire les meilleures acquisitions de la science et de la technique dans l'économie nationale. C'est ainsi que cette organisation inepte des rapports de production a conduit au refoulement du développement plus avant des forces productives. Graduellement, mais sûrement, l'accroissement annuel du produit intérieur brut s'est mis à baisser, l'Union soviétique s'est mise à perdre ses rythmes de développement élevés.

Il est fait remarque dans l'article qu'au cours de la deuxième période, la résistance des classes exploiteuses a été surmontée et les bases économiques de leur apparition ont été liquidées. Il n'en est pas tout à fait ainsi. Après la réforme économique de 1965 Précisément, les «bases économiques» de l'apparition des éléments bourgeois ont pu commencer à se renforcer tout à fait légalement. C'est l'élargissement des rapports marchands et le passage à l'évaluation du travail des entreprises suivant les indices de rentabilité qui ont généré l'économie parallèle et, par la suite, au cours de la période de la pérestroïka, la bourgeoisie soviétique.

S. Kalyakine fait partir la troisième étape de l'histoire de l'Union soviétique de l'année 1961, laquelle a été précédée, à ce qu'il dit, de la conclusion que le XXI^e Congrès du P.C.U.S. (1959) a tiré concernant la victoire complète et définitive du socialisme en U.R.S.S. Dans ce cas, pourquoi la troisième étape du développement ne commencerait-elle pas alors à partir de 1959 plutôt qu'à partir de 1961? Comme on le sait, le XXII^e Congrès du P.C.U.S., qui s'est tenu en 1961, n'a fait que mettre le cap sur la construction de la société communiste sans classes, ce qui n'a évidemment pas été réalisé, eu égard au caractère particulièrement démagogique de la proposition. Alors, pourquoi considérer cette année-là comme point de départ de la troisième étape?

La conclusion du XXI^e Congrès du P.C.U.S. sur la victoire complète et définitive du socialisme en U.R.S.S. était une conclusion erronée. Il y avait bien victoire complète, mais nous n'étions par parvenus à la victoire définitive. La victoire ne pourra être définitive que lorsque les conditions et les causes qui engendrent la bourgeoisie auront été complètement éliminées, que lorsqu'il n'y aura plus de forces intérieures et extérieures ayant intérêt à restaurer les rapports capitalistes et les moyens de le faire. Or, chez nous, non seulement les causes engendrant la bourgeoisie n'ont pas été liquidées, mais les innovations khrouchtchoviennes ont-elles encore élargi les possibilités de sa réapparition.

Il s'est trouvé des forces, à l'intérieur même du pays, pour restaurer les rapports bourgeois. Ces forces ne sont pas apparues parmi les

¹ Sovnarkhoze est l'abréviation syllabique russe d'une dénomination signifiant 'conseil de l'économie nationale. Il s'agissait d'organismes de direction de l'économie nationale suivant le principe territorial (par régions économiques jouissant d'une relative autonomie qui ont fait éclater la direction sectorielle (par branches d'industrie) centralisée, découpant le pays en régions économiques dirigées chacune, toutes branches d'industrie confondues, par un sovnarkhoze aux effectifs pléthoriques de petits fonctionnaires locaux brassant des océans de paperasses. Ces sortes de féodalités économiques rivales plongeaient la production désarticulée, privée de sa direction centralisée, dans le marais de l'anarchie concurrentielle. Ayant brisé la dynamique du développement économique du pays, les sovnarkhozes ont été l'une des causes de la stagnation de l'économie nationale de l'U.R.S.S. sous Brejnev, malgré qu'ils aient été supprimés en 1965. Seule une direction bolchévique du parti et de l'État aurait pu redresser la situation. On sait que ce n'était malheureusement pas le cas. Voici ce qu'il est dit des sovnarkhozes dans le Rapport d'activité du Comité central au XXIII^e Congrès du P.C.U.S. (1966): «Le système territorial de direction de l'industrie a conduit à ce que la direction des branches de l'industrie se trouve fractionnée en un grand nombre de régions économiques; l'unité de la politique technique a été rompue, les organismes de recherche scientifique se sont trouvés coupés de la production, ce qui a freiné la mise au point et l'introduction du nouveau matériel». Voilà l'un des nombreux cadeaux du renégat-traitre Khrouchtchov au peuple soviétique, au socialisme. (N.d.T.)

citoyens ordinaires, mais à l'intérieur de la nomenklatura² du P.C.U.S., ainsi que dans les milieux de l'intelligentsia élitaire. Cela n'a pu se produire que parce que, après avoir condamné le prétendu «culte de la personnalité de Staline», la direction du parti et de l'État a abandonné à l'oubli tous les travaux de V. I. Lénine et de I. V. Staline.

Les guides du prolétariat nous ont prévenus de la possibilité de la réanimation de l'état d'esprit du bourgeois, du propriétaire privé au sein de la population. Ils nous ont indiqué le milieu où cet état d'esprit peut apparaître. Chez nous, ces forces sont nées et se sont développées au sein des organes de direction de l'État, de l'économie, des syndicats, au sein de l'appareil du parti, dans les couches non prolétariennes, parmi les éléments venus d'autres partis, les adeptes du trotskisme, mais également parmi les descendants des anciens seigneurs et koulaks qui s'étaient introduits frauduleusement dans le parti. Je considère que la division historiquement la plus juste de l'histoire de l'U.R.S.S. est celle en deux périodes: les 35 années de mouvement sur la voie léniniste-staliniste et les 35 années de mouvement en marche arrière vers l'effondrement complet de l'U.R.S.S. et le passage des républiques au capitalisme. Les 35 années de direction du P.C.(b.)tUS

par Staline et les 35 années du P.C.U.S. au pouvoir de Khrouchtchov, Brejnev et Gorbatchov.

Autant d'années de construction et autant d'années de destruction.

Sur notre site internet un dossier sur la question de la restauration du capitalisme en URSS avec notamment :

Un extrait de livre du camarade Bland « La restauration du capitalisme en URSS » sur « l'affaire de Léninograd » en 1949, première tentative de mise en œuvre de réformes à caractère capitaliste combattues par Staline.

« Une contribution à la compréhension de la restauration du capitalisme en URSS » écrit après le coup d'Etat de Boris Eltsine par un camarade de MC

Des articles des années 1980 des camarades albanais qui analysent la transformation économique et politique de L'URSS

Des liens vers d'autres sites communistes qui abordent ce sujet

L'auteur fait lui-même remarquer que des tendances négatives et des problèmes non résolus ont commencé à s'accumuler en économie, en politique et dans la sphère sociale, ce qui a ralenti les rythmes de croissance de l'économie et n'a pas constitué un stimulant pour élever le rendement du travail.

Serguéï Kalyakine considère les choses tout à fait différemment et donne une caractéristique de la première période. Il écrit: «Le niveau d'organisation de la production socialiste a permis à l'U.R.S.S., dans la période de 1921 à 1939, d'obtenir des rythmes d'accroissement de son industrie 10 fois supérieurs et davantage à ceux de pays tels que les É.U.A., la Grande-Bretagne, la

France, l'Allemagne... Le chômage a été complètement liquidé en U.R.S.S. à la fin de 1930... l'économie nationale détruite par la guerre a été relevée en un court laps de temps et l'U.R.S.S. a occupé une position de tout premier plan dans l'économie mondiale».

A la lumière de ce qu'il dit, avec une appréciation si objective et si positive, de la période de développement de l'U.R.S.S., son discours abandonne toute logique lorsqu'il affirme: "Et aujourd'hui, parler de rétablissement de l'U.R.S.S. dans l'aspect qui était le sien est une utopie réactionnaire. Il faut mettre à l'ordre du jour la tâche réellement réalisable et effectivement nécessaire de création d'une nouvelle union des peuples et des États qui soit l'incarnation de toutes les qualités de l'U.R.S.S..."

On ne comprend pas du tout quelles sont ces qualités que le Premier secrétaire a en vue et de laquelle de ses étapes: de la première ou de la deuxième? Pour ce qui est de sa "nouvelle union des peuples et des États", elle se créera sur une base bourgeoise et ne pourra en aucune manière être l'incarnation de quelque qualité de l'U.R.S.S. que ce soit. Serait-il possible que le camarade Kalyakine, Premier secrétaire du C.C. du P.B.d.C., renonce au socialisme prolétarien et au Pouvoir soviétique des ouvriers et des paysans? Faire ce genre de déclaration signifie se placer sur la position de l'étatisme bourgeoise avec tous ses

² Nomenklatura, - on appelle ainsi en russe la liste (c.-à-d. la nomenclature) de tous les postes dont les titulaires étaient nommés directement par les instances supérieures de l'Etat, du parti ou des syndicats. Ce terme désigne également, en un sens collectif, l'ensemble des personnalités officielles (fonctionnaires de l'Etat, du parti, des organismes économiques, scientifiques, artistiques, etc.) qui occupent ces postes. Sous le règne du traître Khrouchtchov, ces fonctionnaires ont commencé à jouir de certains privilèges (tels que magasins et établissements de soins réservés, etc.) qui ont grandement contribué à les couper du peuple et à les corrompre en leur instillant une mentalité petite-bourgeoise de privilégiés, ce qui leur a peu à peu attiré un certain mépris de la part des travailleurs qui les appelaient onomenklaturchtchikix («nomenclaturiers»). (N.d.T.)

attributs du parlementarisme et du diktat présidentiel.

Certes, le monde a changé, mais les classes sont toujours là, la lutte de classe est toujours là, ses différentes formes existent toujours. Le monde capitalisme a consolidé ses positions, il a renforcé l'exploitation, mais il n'a pas résolu la contradiction entre le Travail et le Capital. La lutte se poursuit. Les révolutions prolétariennes, générées par les contradictions du capitalisme, sont inévitables. Renoncer aux méthodes de lutte qui ont conduit à la victoire de la classe ouvrière en Russie nous est absolument impossible. Il convient seulement d'analyser très attentivement les erreurs qui ont conduit à la dégénérescence du P.C.U.S. afin que nous ne les commettions plus.

Il convient de ne pas oublier les paroles de V. I. Lénine qui écrivait: «Penser que l'on ne puisse pas nous rejeter en arrière est une vue de l'esprit». Et plus loin: «Nous disons qu'à tout rejet en arrière, sans renoncer à user du parlementarisme bourgeois - si les forces de classe hostiles nous acculent à cette vieille attitude - nous irons à ce qui a été déjà conquis par l'expérience: au Pouvoir soviétique, au type soviétique d'État, à un État du type de la Commune de Paris»(Oeuvres compl., t. 36, p. 54 de l'éd. russe). De sorte qu'il n'y a pas lieu de s'aveilir et de baisser les bras.

Si nous sommes de véritables communistes-léninistes, alors nous ne devons pas nous orienter vers la création d'un quelconque nouvel État «fédéral». Si nous créons cet «État fédéral», il ne serait pas meilleur que toutes les républiques bourgeoises déjà existantes actuellement. Cet «État fédéral» connaîtrait, tout comme auparavant, la domination du gros capital, la soumission à l'Occident, la situation misérable des masses populaires, l'exploitation la plus violente et l'extinction de notre peuple.

Les tentatives de créer un «État fédéral» ne sont rien d'autre qu'une aspiration à faire oublier l'État soviétique des ouvriers et des paysans dans lequel l'exploitation faisait défaut, en même temps que les rapports de production socialistes garantissaient le développement impétueux des forces productives.

Un «État fédéral» consoliderait les réformes libérales démocratiques de marché qui ont déjà conduit à la baisse de la production, à la dégradation profonde de toute notre vie.

Sous le prétexte de promouvoir une nouvelle structure d'État, les rapports de production capitalistes s'imposent avec insistance, lesquels rapports capitalistes reposent sur l'économie mixte, sur la croissance du capital spéculatif actionnarial, sur le développement du moyen et petit business, sur le maintien du statut de la main-d'oeuvre comme marchandise, sur la propriété privée de la terre et des autres moyens de production. Ce n'est pas par cette voie que nous sortirons de notre crise profonde.

Il nous faut aller à l'éviction de la bourgeoisie du pouvoir, à son éviction par la voie révolutionnaire. Nous n'obtiendrons aucun changement radical en économie, en politique, en idéologie par les élections aux organes bourgeois du pouvoir. C'est notre expérience et celle des autres pays qui nous le disent. Même Oleg Chapovalov, politologue de l'Académie militaire de la république bourgeoise de Biélorussie, l'écrit dans ce même journal «Tovarichtch»: «Où et quand le régime socio-politique a-t-il été changé dans un pays par décision de la volonté des 'élus du peuple', quand bien même l'écrasante majorité de la population en mourrait d'envie? Nulle part et jamais!».

De sorte qu'il faille se préparer aux transformations révolutionnaires «en usant du parlementarisme bourgeois» et des libertés bourgeoises tout en tenant pleinement compte de l'expérience historique des bolchéviks.

V. KADÈTE

Ville de MOGUILYOV

Abonnez-vous aux  **et faites s'y abonner vos amis et camarades!**

Port compris	Pour la France	Pour l'étranger (Service prioritaire)
Pour 3 numéros:	12,20 euros	18,30 euros
Pour 6 numéros:	21,35 euros	32,00 euros
Pour 12 numéros:	36,60 euros	56,40 euros
Vente au numéro:	4,50 euros	6,75 euros

Chèques à l'ordre de	A B S A M U N S O V	
Jacques LEJEUNE	30, Rue des Trois-Frères 75018 PARIS F R A N C E	

**Sur notre site internet consultez le sommaire
des derniers numéros des Nouvelles d'URSS**

IRAK : APPEL DES COMMUNISTES IRAKIENS.

Quand un pays non impérialiste est agressé, colonisé et occupé militairement par la première puissance militaire impérialiste du monde, dans le cadre de sa stratégie géopolitique et économique de conquête de la planète, la politique des communistes de ce pays est évidente: Ils doivent se porter aux avant-postes du combat anti-impérialiste de libération nationale. Pourtant, l'impérialisme est capable, parce qu'il en a les moyens financiers, de corrompre les éléments les plus opportunistes et de les entraîner à la collaboration. Nous avons vu cela en France, lors de la deuxième guerre mondiale, où des anciens "communistes" comme Jacques Doriot se mirent au service du III^{ème} Reich. L'appel des communistes irakiens que nous publions la plus grande partie ci-après (l'intégralité est publiée sur notre site) montre qu'ils sont confrontés à la trahison d'une partie d'entre eux. Qu'ils en soient convaincus, comme Doriot, les renégats connaîtront le sort peu glorieux qu'ils méritent. Les communistes de France soutiennent les véritables communistes d'Irak et leur combat anti-impérialiste.

(.....)

Camarades!

Dans la lutte grandissante que mène l'humanité contre l'oppression, contre l'oppression des peuples par les monopoles et sur la base du rêve humain de justice et d'égalité de tous les peuples, notre mouvement Communiste a surgi comme un de ces torrents révolutionnaires que l'histoire sait faire naître dans des temps où l'oppression et l'asservissement montent et que le seul espoir est dans un changement total, radical.

Bien qu'il ait été précédé dans cette lutte pour la justice, la paix et la liberté par l'Islam, le Christianisme et d'autres doctrines le Mouvement Communiste a son caractère spécifique propre. Il a surgi sur la base des acquis du développement humain, il a le plus clairement vu le rôle prodigieux joué par la science; l'accélération de communications, la naissance des pays et des frontières nationales entre états, la concentration prodigieuse du capital, son expansion effrénée pour le profit et son alliance complète avec la religion aux côtés des monopoles contre les peuples opprimés. Notre philosophie a pris conscience des bases et des raisons de l'exploitation et s'est mise totalement au service de l'opprimé, convaincus que si les peuples opprimés s'emparaient du pouvoir, alors le temps de l'exploitation serait fini et commencerait l'âge de la fraternité, de la paix et de la justice entre les peuples. Basé sur cette considération, notre mouvement a été l'un des adversaires les plus féroces et les plus véhéments contre l'occupation d'autres pays d'une manière pacifique ou par la guerre et du colonialisme: l'occupation étant la forme la plus intense de l'oppression nationale, ethnique et de classe.

Il n'est pas superflu de mentionner que le Mouvement Communiste mondial a apporté de grandes contributions à la lutte de libération des peuples. L'expérience du Laos, le Cambodge, de Cuba et du Viêt-Nam en témoignent. L'expérience du Parti communiste libanais pendant l'occupation sioniste du Liban témoigne aussi comment les Communistes ont brandi le puissant slogan "aux armes!" et sont tombés comme des martyrs et martyrisés sous les bombardements comme leurs camarades de l'Allah Hizb et de tous le Mouvement Patriotique libanais. Si le Mouvement Communiste a subi des revers, ils doivent nous servir de leçons pour corriger nos erreurs et revoir notre pratique.

Il n'est pas superflu de rappeler ce que le Mouvement Patriotique irakien et notre Parti communiste irakien, ont donné comme martyrs à la cause de libération.

Notre slogan, comme Communistes irakiens, est "une patrie libre et un peuple heureux." Cette position, notre position quant à la liberté, la souveraineté et l'indépendance de la patrie est d'une extrême sensibilité et revêt une grande importance - tellement que même nos convictions philosophiques elle-mêmes doivent leur laisser la première place. C'est cette perspective qui a conduit le fondateur de notre Parti, notre regretté camarade Fahd à déclarer "je suis un patriote avant d'être Communiste.". Conformément à cette position, la défense de la souveraineté nationale est un principe qui exige et nous contraint par notre nature même, à nous battre contre l'occupant d'où qu'il vienne. Nous devons utiliser tous les moyens pour nous battre contre l'occupant et nous devons nous battre en alliance avec les forces irakiennes patriotiques, indépendamment de leurs conceptions philosophiques ou religieuses. Aussi conformément à ce principe, dans des temps

où notre pays tombe sous l'occupation ou est attaqué par un ennemi, il n'y a aucune place pour ce qui est appelé "la tactique" ou "l'acceptation du statu quo" ou "compter avec la réalité du pouvoir de la puissance et la faiblesse" si cela ne sert pas la cause de la défense de la patrie. Pendant la guerre d'agression Sioniste de 1967, les Communistes irakiens ont mis de côté leur hostilité à ' Abd ar-Rahman ' Arif et ont lancé un appel de leurs cellules en prison - certains étaient dans le quartier des condamnés à mort, tandis que d'autres purgeaient des peines à long terme ou des condamnations à perpétuité. Ces Communistes ont mis de côté de telles questions et ont lancé un appel pour pouvoir participer au combat contre l'ennemi Sioniste, aux avant postes, comme des soldats réguliers ou dans les groupes de guérilleros.

Ils ont promis de retourner volontairement en prison après que l'ennemi eut été chassé et ils ont offert au gouvernement irakien le droit de choisir n'importe quelles garanties qu'il voudrait, y compris la possibilité que certains d'entre eux servent d'otages.

Mais aujourd'hui, oublieux de ce temps et de la conscience du peuple, le Mouvement Communiste en Irak a été trompé. Il a subi un revers plus douloureux et plus violent dans ses effets que l'acceptation de la résolution du partage de la Palestine à la fin des années 1940.

Ce revers est aujourd'hui le résultat de deux décennies complètes de retraites et de retour arrière mené par l'ancien secrétaire Aziz Muhammad et le financier et le responsable à la propagande de du Parti à ce époque, M. Fakhri Karim.

A la fin des années 1970, Fakhri a été jugé par un tribunal du Parti après qu'ont été révélés ses liens avec des agents du régime. Son adhésion au parti a été suspendue. Mais à la demande de Muhammad Aziz, Fakhri a été nommé au Bureau Politique et responsable des finances du Parti, de la propagande et de l'appareil de sécurité. C'est-à-dire en pratique, on lui a donné les clefs du Parti. A l'époque et sous prétexte de la situation militaire dans laquelle se trouvait le Parti, la partie démocratique du principe "du centralisme démocratique" a été annulée. Cela a conduit à la mise en oeuvre mécanique de directives, particulièrement depuis que Fakhri tenait les ressources financières des camarades entre ses mains.

Les meilleurs militants du Parti ont été envoyés en exil, comme les membres du Parti les plus anciens et les intellectuels. Le Congrès du Parti qui s'est tenu en 1984 a politiquement sapé le Parti. Le but supérieur du Parti est alors devenu la recherche d'un allié qui se battrait en son nom. Le travail de sape idéologique du parti a ouvert la brèche à la tendance chauvine dans le mouvement Kurde, tandis que du point de vue organisationnel le Parti est devenu une armée d'informateurs servant Fakhri, qui espionnait ses camarades, cherchant la façon de les éliminer quant ils s'opposaient à lui. Une nouvelle discipline complètement étrangère au comportement organisationnel normal a fait son apparition, à savoir l'élimination des gens. Fakhri l'a utilisé, naturellement, pour détourner l'attention de sa dégénérescence propre. De plus il a usurpé le contrôle des ressources du Parti et de ses moyens de propagande. Il les a enregistrés comme ses biens propres et il est entré dans le monde des affaires. Le résultat inévitable de tout cela l'a conduit à faire alliance avec l'Amérique, il trouva en Amérique le meilleur protecteur possible de ses intérêts commerciaux. Il a donc visité Washington en 1991 et leur a donné un gage de soumission en forme d'une déclaration qu'il a faite à la Voix de l'Amérique dans laquelle il demandait que Bush intensifie l'embargo contre le peuple irakien.

Par la tentation et la menace il a attiré un groupe d'intellectuels du Parti communiste irakien et des journalistes à coopérer avec la CIA pour lancer un journal appelé " *Sawt al-Kuwayt ad-Dawli* " ou "la Voix Internationale du Koweït".

Ce journal, édité par des « Communistes », a été l'un des propagandistes les plus importants appelant à la mobilisation de 30 nations à l'agression contre l'Irak. Spécifiquement, il a été le premier à publier le compte rendu théâtral de la jeune Nuwayra sous le titre "des Irakiens volent des incubateurs de nouveaux -nés au Koweït". Pendant que la bataille faisait rage, ce journal, qui était édité par des « Communistes irakiens », a publié des articles sous des titres délirants géants comme "les forces de Coalition démolissent Bagdad" et "l'aviation Alliée extermine les forces militaires irakiennes près de Bassora." Même le gouvernement koweïtien hostile à l'Irak n'a pu continuer à supporter les exagérations grossières d'un tel journal. Il jugea l'aide apportée comme une perte financière et la publication fut arrêtée. Ainsi en 1993 ses rédacteurs ont commencé directement à travailler pour la CIA, devenant des

experts de l'élimination dans le Parti et dans les mouvements patriotiques irakiens et arabes. Ils ont rendu public le plan d'occupation du pays sous le slogan "libération de l'Irak." L'Amérique a publié certains de leurs noms et un avocat irakien vivant en l'exil les a glorifiés. Les écrits de ces rédacteurs sont archivés et disponibles pour quiconque chercherait la preuve de leur reniement complet de leur nation et de ses coutumes.

Selon l'accord avec Fakhri, le renégat Hamid Majid est monté à la direction du Parti, qui a plongé la tête la première dans la collaboration ouverte avec l'Amérique contre le peuple irakien. Le journal du Parti "**Tariq ash-Sha'b**" a publié un article en juillet 2002 qui a annoncé que le Consul Adjoint de l'Ambassade américaine à Damas a visité les bureaux du Parti communiste irakien en Syrie et a discuté des événements récents avec des représentants de Parti.

La publication interne du Parti, "**Munadil Al-Hizb**" rapporte une réunion spéciale du Comité Central du Parti pour étudier comment le Parti participerait aux prochains événements, que quelques porte-parole du Parti appelaient "la libération de l'Irak." Pendant les batailles, lors de l'invasion, le Parti a ouvertement reconnu qu'il avait des éléments en premières lignes qui combattaient avec "les Forces de Coalition" Pendant la dernière décennie, le Parti a assumé la tâche préparatoire de propagande pour ce que les Anglo-Sionistes ont nommé des raids aériens préventifs sur des objectifs militaires pendant la période de l'embargo. Hamid Majid lui-même est entré en Irak via le Koweït avec l'Armée américaine. Dernier mais non le moindre, il a rejoint le Conseil des opportunistes dont les membres ont été nommés par le Gouverneur Militaire américain de l'Irak.

Le premier décret de ce Conseil devait être de déclarer la date de l'occupation de Bagdad comme fête nationale. De plus, pour garantir son admission à ce Conseil d'opportunistes, Hamid Majid a accepté les conditions imposées par le Gouverneur Militaire, voici les plus importantes :

- Hamid Majid ne doit pas représenter le Parti communiste, mais la communauté confessionnelle chi'ite.

- Le Parti communiste doit revoir son programme et ses règles internes afin supprimer des publications du Parti, toute référence "au colonialisme", à "l'impérialisme", à "l'indépendance nationale", à "la dé-

fense de la patrie" et n'importe quel autre concept proche de ces termes. De plus, Bremer doit être mentionné comme "M. Bremer" et les autorités d'occupation doivent être mentionnées comme "le Gouvernement de la Coalition".

- Le Parti communiste irakien doit coopérer avec l'Armée américaine contre les islamistes et les autres "saboteurs" qui prennent les armes contre l'occupation. Le Parti doit immédiatement donner des informations sur n'importe quel suspect et il doit activement participer au maintien de la sécurité.

- Aucun membre du Parti communiste ne doit porter des armes à moins qu'il n'en ait la permission du gouvernement.

- Le Parti doit limiter ses célébrations à des occasions comme le 9 avril, le Jour de l'an, la Noël, le Jour de l'Indépendance américain, l'anniversaire de la fondation du Parti communiste irakien et Nawruz.

- Le Parti doit travailler de façon déterminée pour réduire l'extrémisme parmi des Musulmans chi'ites - les Groupes Al Kaïda - en travaillant d'autre part pour renforcer les courants de Baqir Al-Hakim et Bahr Al-'Ulum.

Évidemment, la mise en oeuvre de ces conditions signifie en pratique l'élimination totale du rôle du Parti communiste irakien dans l'arène politique, d'une part; et, d'autre part elle conduit à la transformation massive du Parti communiste irakien en agents informateurs, en collaborateurs avec l'ennemi de l'Irak, l'ennemi des peuples et de l'humanité – la droite Anglo-Sioniste. Les mains de cette droite sont souillées avec le sang des patriotes du monde entier. C'est eux qui ont provoqué la défaite de la Révolution du 14 juillet 1958 et de la glorieuse révolution du 3 juillet. C'est cette même droite qui est en fin de compte responsable du carnage et de la perte de vies humaines associée aux coups d'Etat du Parti Baath du 8 février 1963 et du 17 juillet 1968. En février 1963 105000 Irakiens sont tombés comme des martyrs aux mains des putschistes. Après que le leader Baasiste '**Ali Salih as-Sa'di** et l'homme qui a projeté et a arrangé le coup que Baasiste contre le gouvernement d' Abd Qasim Al-Karim aient été arrêtés, la CIA a repris la direction des putschistes, se servant d'un émetteur de radio émettant d'Amman en Jordanie. Selon le compte rendu donné par M. Hanna Batatu [dans son livre "les anciennes classes sociales et les Mouvements Révolutionnaires en l'Irak",

pp. 985-986.] cette station de radio diffusait les noms et les adresses des Communistes et leurs ca- chettes pour permettre aux putschistes et aux agents de la Garde Nationale de les exécuter sur place ou de les arrêter et de les torturer à mort.

Le coup de Février 1963 n'a pas été le seul acte sanglant. La CIA a organisé le meurtre d'un million de martyrs en Indonésie et de plus d'un million au Viêt-Nam dans un génocide ouvert ou au cours de ce que même les ennemis de la Gauche ont appelé "une guerre sale." Sans parler des massacres au Chili, au Nicaragua, en Afghanistan et l'agression de 30 nations contre l'Irak, l'uranium pillé. Et maintenant notre pays est sous occupation en contradiction avec toutes les règles légales internationales.

Camarades!

Le peuple irakien héroïque et ses courageux combattants ont pour tâche d'expulser l'occupant.

Mais nous faisons appel à votre solidarité avec le peuple irakien, pas simplement parce que notre cause est juste, ni simplement par principe, mais pour que vous participer à ce grand événement - la chute de l'Amérique, l'ennemi des peuples – lutte supportée par peuple irakien qui attend votre soutien.

Le crime que le renégat Hamid Majid a commis contre le Parti et l'Irak est impardonnable. Il cause des dégâts à l'ensemble du mouvement Communiste en Irak et dans la Patrie arabe et sur nous tous. Ni l'autocritique ni l'excuse ne serviront dans ce cas. Ce comportement a été sanctionné par le Parti selon ses règles organisationnelles, cependant lui et son gang ont persisté dans leur comportement s'opposant aux règles du Parti.

Nous, adhérents du Parti communiste irakien et sympathisants, déclarons :

Le renégat Hamid Majid, en collaborant avec l'Administration américaine avant l'occupation et en rejoignant une de ses institutions après l'occupation, a commis le crime de haute trahison contre la nation. Dans ses activités il ne représente pas le Parti communiste irakien, ni les patriotes irakiens.

Le Parti communiste irakien est debout avec les fils et les filles du peuple irakien contre l'occupation et soutient la résistance armée indépendamment des courants idéologiques qui y participent. L'objectif principal est maintenant l'expulsion des occupants de l'Irak.

La honte et le déshonneur sur ceux qui ont incité les envahisseurs à attaquer sa patrie!

Gloire à l'héroïque peuple irakien!

Gloire éternelle à la Révolution de Juillet et son grand leader ' Abd Qasim Al-Karim!

Non au gouvernement compradore!

Non au Conseil des Opportunistes!

Non à n'importe quelles forces internationales sur le sol de l'Irak!

Gloire à nos courageux combattants!

Le Parti communiste irakien (Cadre)

Le 20 juillet 2003.

**INFO : MOUVEMENT COMMUNISTE
INTERNATIONAL**

Un séminaire International sur la Révolution en Amérique Latine organisé par le Parti Communiste d'Equateur (ML) s'est tenu à Quito en juin 2003

On peut consulter sur notre site l'intégralité de la déclaration finale Signée par les organisations présentes suivantes :

Parti Marxiste-Léniniste d'Allemagne

Parti communiste Révolutionnaire d'Argentine.

Parti communiste de Bolivie (M-L).

Parti communiste Révolutionnaire de Brésil.

Parti communiste de Colombie (M-L),

Parti communiste de Colombie (Maoïste).

Armée nationale de Libération (ELN) de Colombie.

Parti des travailleurs de Corée du Nord.

Parti communiste de Cuba.

Parti communiste du Chili (Action de Proletaire.)

Parti des Travailleurs de la République dominicaine.

Parti Drapeau rouge du Venezuela.

Parti du Travail de Turquie.

Parti Communiste d'Equateur (M-L).